Fondation Jean Jaurès

Démocratie

LES JOURNAUX TÉLÉVISÉS, MÉGAPHONES DE LA NOUVELLE « COLÈRE AGRICOLE »

Matthieu Deprieck

20/02/2026

C'est l'un des derniers rendez-vous de masse dans le paysage audiovisuel : dix millions de personnes regardent chaque soir les journaux télévisés (JT) de TF1, France 2 et M6. Résistant à la multitude de services de *streaming* et à la fragmentation de l'offre, ils restent un enjeu que Matthieu Deprieck décrypte chaque mois. Pour la sixième note de cette série, il analyse la manière dont les différents JT ont traité des mouvements de contestation des agriculteurs entre la fin d'année 2025 et le début 2026.

Les autres notes de la série

Noël, Nouvel An, soldes : les JT, ces temples de la consommation (12 janvier 2026)
Le sport dans les JT, le profit plutôt que l'info (5 décembre 2025)
Méchants députés et gentils maires. La France d'en haut et d'en bas vue par les JT (19 novembre 2025)
Dans l'œil des JT : le procès Jubillar, fait divers mineur, exposition majeure (22 octobre 2025)
Dans l'œil des JT : septembre 2025, l'actualité politique malgré tout (24 septembre 2025)

Ah ! c'était le bon temps… En 2023, Emmanuel Macron inaugure le Salon international de l'agriculture par une visite de treize heures. Selfies, bains de foule, promesses et quelques huées pour le folklore. Le chef de l'État est du côté des « agris ».

Un an plus tard, les agriculteurs, menés par leurs représentants syndicaux, forcent l'entrée du Salon. Des heurts les opposent aux forces de l'ordre. Emmanuel Macron est insulté, son programme chamboulé.

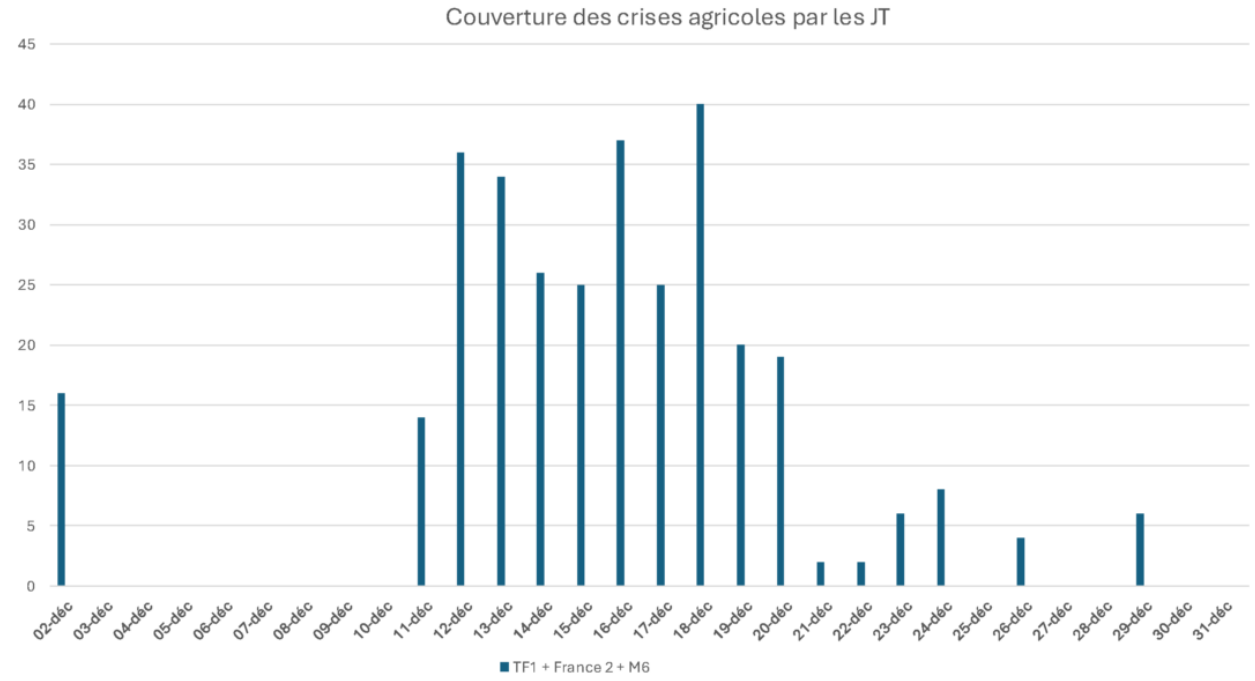
Entre les deux années sont apparus dans le paysage des bonnets jaunes, ceux de la Coordination rurale (CR), syndicat réputé proche du Rassemblement national, radical et incontrôlable. Sa percée dans les médias et dans les chambres professionnelles coïncide avec une augmentation des mouvements sociaux. Rien que ces six derniers mois, trois séries d'actions ont perturbé le pays : contre le traité du Mercosur en septembre 2025 et janvier 2026 ; contre la gestion de l'épidémie de dermatose nodulaire contagieuse par l'État en décembre 2025.

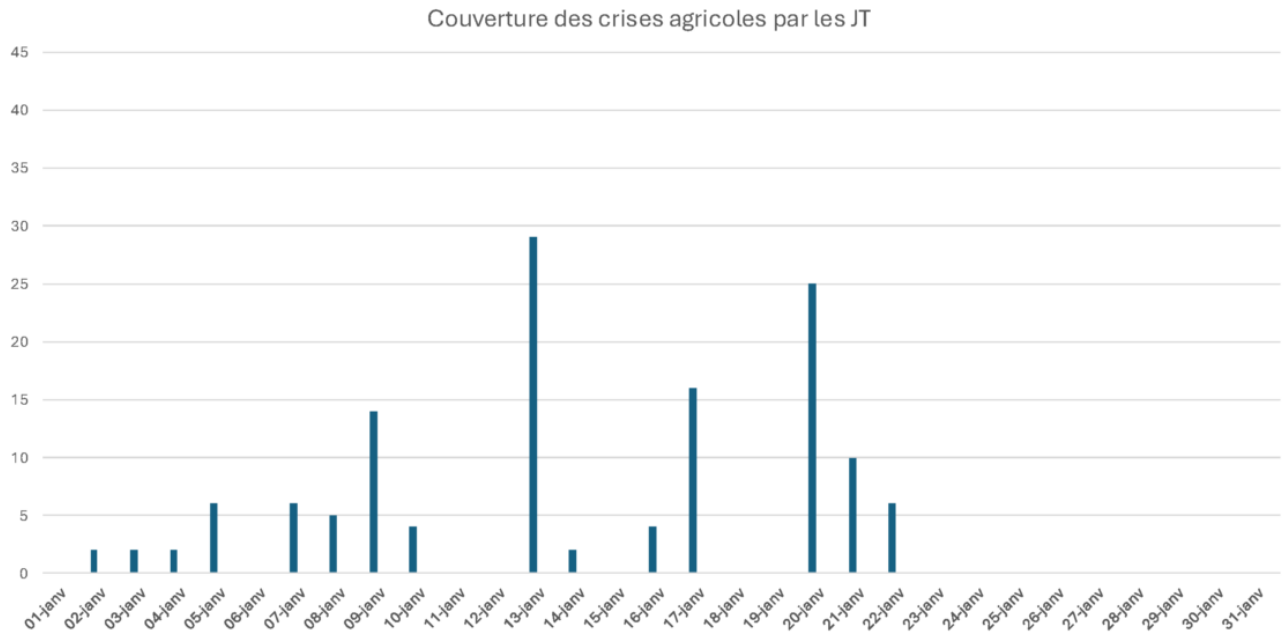
Loin de diluer les revendications ou de banaliser la lutte, cette accélération de la contestation a placé les agriculteurs au cœur des 20 heures. L'expression « colère agricole » rythme désormais les conducteurs des JT, imposant une nouvelle iconographie aux téléspectateurs. Avec quelle limite ? Les Français aiment les agriculteurs mais réclament l'ordre. Le dilemme est là. Cette note se propose de l'analyser par une observation quotidienne des trois « 20 heures » du pays, ceux de TF1, France 2 et M6.

Des mouvements sociaux surveillés comme le lait sur le feu

Les mois de décembre 2025 et janvier 2026 forment une période très riche en termes de crises agricoles. La lutte contre l'abattage des bovins touchés par la dermatose nodulaire contagieuse a occupé la première quinzaine de décembre 2025. Le 18 décembre, le rassemblement à Bruxelles de plusieurs milliers d'agriculteurs opposés à la signature du traité du Mercosur lui a succédé. Après quelques jours de trêve, les premiers jours de janvier 2026 ont vu les tracteurs débarquer dans les grandes villes pour soutenir un ensemble hétéroclite de revendications, à la croisée du Mercosur et de la dermatose nodulaire.

Les JT ont été des spectateurs assidus de ces mouvements. Pour mesurer l'intensité de ce suivi, nous avons comptabilisé le nombre de sujets réalisés par TF1, France 2 et M6. Nous avons ensuite appliqué un coefficient en fonction du type de sujets (un *off*[1] de trente secondes, un reportage de deux minutes, un long format de cinq minutes) et de sa place dans le conducteur[2] du journal (en ouverture, dans le top 3, 5 ou au-delà)[3]. Cela produit les deux graphiques ci-dessous, le premier pour le mois de décembre 2025, le second pour janvier 2026.





Ces graphiques appellent trois commentaires.

Le premier porte sur la longévité des crises agricoles dans les JT. À partir du 11 décembre 2025, les sujets se sont succédé sans interruption pendant quatorze jours. Un tel feuilleton est hors norme. Évidemment, un téléspectateur ne regarde pas les trois 20 heures tous les soirs. Pour être tout à fait rigoureux, il faut donc décomposer ce graphique entre les trois chaînes. Même dans ce cas, la fréquence des reportages agricoles est tout à fait remarquable. Entre le 11 et le 20 décembre 2025,

tous les JT ont accordé au moins un long sujet aux colères agricoles dans leur édition.

Le deuxième porte sur la structure de la couverture médiatique. Celle de janvier 2026 suit une courbe classique : un événement, un pic. Le 13 janvier, les organisateurs du Salon de l'agriculture annoncent qu'aucun bovin ne fera le déplacement à Paris fin février, puis Sébastien Lecornu dévoile un futur projet de loi d'urgence. Le 17 janvier correspond à la signature du traité du Mercosur par la présidente de la Commission européenne. Ce pic est en trompe-l'œil. Il est le fruit de trois sujets réalisés par M6 (la signature en elle-même, un appel à manifester lancé par les agriculteurs, ce qu'en pensent les consommateurs). Le 20 janvier est le jour de la manifestation convoquée par le syndicat agricole FNSEA à Strasbourg.

La structure de la couverture médiatique de décembre 2025 est atypique. Il y a la fréquence des sujets – nous en avons parlé –, il y a aussi le déclenchement de cette soudaine frénésie. Dès le 2 décembre, on observe un premier pic, puis le silence pendant neuf jours. À partir du 11 décembre, la pression ne va plus descendre jusqu'à Noël. Ce 2 décembre correspond à une manifestation contre l'abattage de bovins dans le Doubs. L'épidémie de la dermatose nodulaire est encore inconnue du grand public et nous verrons un peu plus tard que les JT hésitent sur le ton à employer. Malgré tout, cette action dans le Doubs et la forte médiatisation reçue vont servir de point d'accroche à un mouvement qui prend rapidement l'apparence d'une vague nationale.

Enfin, troisième et dernier commentaire, ces deux graphiques rappellent à quel point l'actualité est versatile. Entre les 20 et 21 décembre 2025, le volume de sujets est divisé par dix. Le rouleau compresseur des fêtes de fin d'année écrase complètement les manifestations agricoles. Seule M6 continue de couvrir de loin le conflit en consacrant, le 24 décembre, un reportage tourné sur l'un des barrages emblématiques du mouvement, celui de Cestas, où quelques agriculteurs ont décidé de célébrer une messe de Noël.

Pendant près de deux semaines, les téléspectateurs des trois journaux les plus regardés de France auront donc vécu au jour le jour un feuilleton sans jamais avoir une idée de l'ampleur du phénomène. Le 9 janvier 2026, au plus fort du mouvement organisé par la FNSEA contre le Mercosur, le « 19-45 » de M6 évoque « 49 actions mobilisant 1200 personnes ». Le 19 décembre 2025, France 2 comptait 93 actions. C'était 27 cinq jours plus tôt. L'effet d'accumulation s'impose aux comptages. « Plusieurs axes sont bloqués, notamment les autoroutes A64 près de Toulouse, A63 près de Bordeaux, mais aussi vous le voyez à Pau et à Boulogne-sur-Mer », explique le présentateur du JT de TF1, Gilles Bouleau, le 15 décembre 2025. La mosaïque (comme illustrée ci-dessous) renforce cette idée de nationalisation du mouvement dans une forme de multiplexe de la colère, quand bien même les images viennent de la même partie de la France : le Sud-Ouest.



Une plus grande tolérance au désordre quand il est agricole

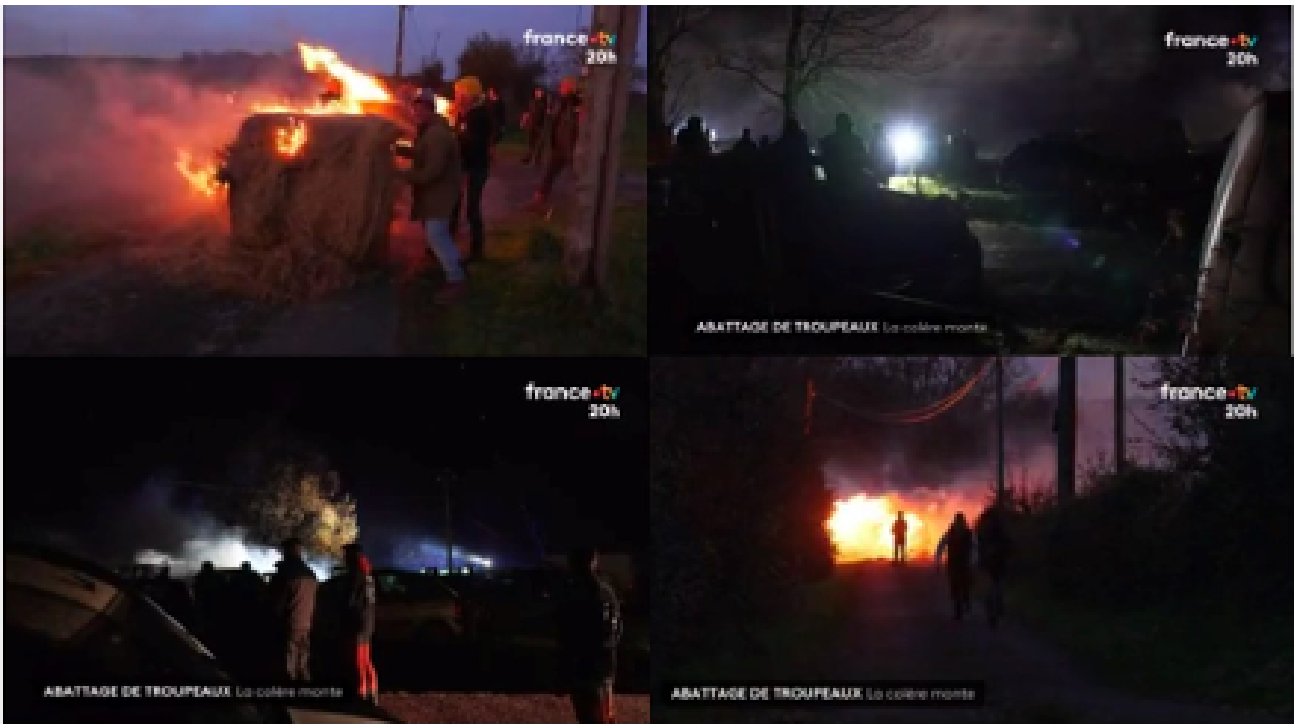
Si ces manifestations de décembre 2025 et janvier 2026 ont été beaucoup filmées, c'est aussi qu'elles ont été télégéniques. Les déversements de fumier, les barrages de tracteurs et les contrôles sauvages menés dans les hypermarchés figurent au répertoire traditionnel des actions contestataires. À cela s'est ajouté, dès le 11 décembre, lors d'une manifestation en Ariège, une nouvelle iconographie dans le champ de la contestation agricole : celle de l'émeute.

France 2 n'en a pas raté une miette. Extrait du commentaire diffusé le 11 décembre 2025 : « Le feu de la colère et l'exaspération du monde agricole. En Ariège, affrontement entre gendarmes et manifestants à la nuit tombée sur des chemins de campagne. Hélicoptères et gaz lacrymogène. » Le contraste entre la nuit noire et l'éclat du feu aimante le regard. Ces scènes que l'on pensait réservées aux révoltes urbaines se retrouvent dans nos campagnes. Une nouvelle forme de *riotporn*.

Cette extension de l'imagerie émeutière place les JT dans une position délicate. En tant que média destiné au très grand public, le journal de 20 heures épouse les grandes tendances de l'opinion publique. Or, celle-ci affirme deux choses dans des sondages différents. Un, le besoin d'ordre. On ne s'arrêtera pas sur ce point ici, la lecture d'une étude comme Fractures françaises[4] suffit à s'en convaincre. Deux, l'agriculteur jouit d'une incroyable popularité. 92% des Français interrogés par l'institut Elabe pour BFMTV mi-décembre 2025 déclaraient avoir une bonne image des

agriculteurs ; 75% soutenaient le mouvement ; une majorité (58%) approuvait le blocage des axes routiers. Le discours des syndicats agricoles dénonçant un supposé « agri-bashing » apparaît complètement déconnecté.

Extraits du reportage de France 2 diffusé le 11 décembre 2025 : « Abattage de troupeaux, la colère monte »



Ce contexte pose un défi aux JT : trouver le point d'équilibre entre un soutien aux agriculteurs et le refus du désordre. Pendant deux mois, les journalistes ont pesé leurs mots pour décrire ce mouvement social. Les rédacteurs ont pioché dans le registre des émotions : la « souffrance », le « désespoir » et « l'incompréhension » pour TF1, « l'exaspération », le « stress » pour France 2. Au gouvernement d'« apaiser » les manifestants.

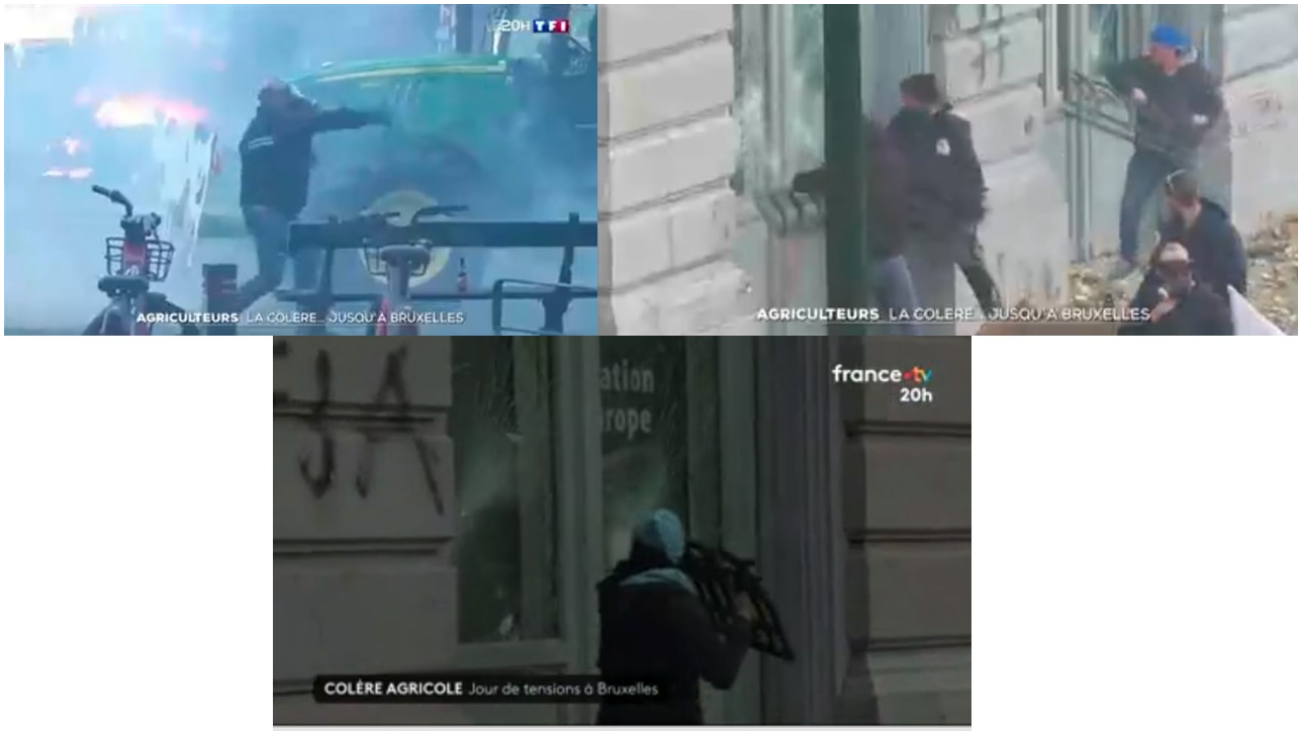
Les graines de cette colère ont été semées sur un terrain labouré de longue date par les JT. Les 20 heures sont soutenus par plusieurs piliers, dont les sujets de consommation, la grande distribution et la préservation de nos campagnes. Le commerce ambulant dans les villages de France ignorés par les grands groupes est une figure récurrente des journaux télévisés.

L'agriculteur se trouve au croisement de l'alimentation et de la défense de la ruralité. Ses revendications se glissent naturellement dans les conducteurs des journaux télévisés. Et de longue date. Qui n'a jamais vu des camions déverser leur lait sur la chaussée ? Des routiers se faire arrêter par des agriculteurs pour un contrôle sauvage de leur cargaison à un péage autoroutier ? Ces figures ont ancré les paysans dans l'univers des 20 heures. Le coût d'entrée à l'antenne est faible

pour cette profession.

Les agriculteurs partent par ailleurs avec un *a priori* positif. Lorsque le présentateur de TF1, Gilles Bouleau, lance un reportage consacré à la manifestation des agriculteurs à Bruxelles le 18 décembre 2025, il souligne « la tension mais pas d'incident grave » et évoque des « agriculteurs (qui) craignent pour leur avenir ». Pavés lancés sur les forces de l'ordre, vitrines enfoncées, charges de forces de l'ordre… ces images captées dans les manifestations organisées par les grandes centrales syndicales servent pourtant régulièrement à discréditer des « casseurs » et des membres de l'« ultra-gauche ».

Extraits des JT de TF1 et France 2 le 18 décembre 2025



Avec les agriculteurs, on baisse d'un ton. Le 11 décembre 2025, France 2 évoque des arbres « couchés » pour bloquer la circulation. Couchés ou abattus ? La question se pose : le 15 décembre, TF1 décrit dans le flot d'un commentaire des « arbres déracinés pour bloquer une nouvelle portion de l'autoroute entre Toulouse et Carbonne », épicentre médiatique du mouvement. Dangereux ? Absolument. Le lendemain, un reportage de TF1 s'achève sur les images amateures de deux voitures s'encastrant à grande vitesse dans un barrage. Dix secondes d'antenne et ce commentaire : « Hier soir, les barrages ont tout de même causé cet impressionnant accident. Les deux conducteurs sont toujours hospitalisés. »

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

Abonnez-vous

La Coordination rurale est allée trop loin, même pour les JT

La relation des JT aux agriculteurs est malgré tout plus complexe à écrire. Pour y parvenir, il faut s'appuyer sur un cas pratique : le mouvement de rejet de l'abattage systématique des bovins atteints de dermatose nodulaire contagieuse (DNC). Dans les journaux télévisés, celui-ci a duré du 2 au 19 décembre 2025.

Le 2 décembre, on l'a dit plus haut, les trois chaînes relatent une action menée par des dizaines de manifestants dans le Doubs. Ce jour est déterminant. Il intervient à un moment où l'opinion publique n'est pas encore sensibilisée au problème de la DNC. Les journalistes avancent à tâtons.

Commençons par TF1. Le sujet s'intitule « Bovins malades, le désespoir d'un agriculteur ». Il décrit l'« euthanasie » de 83 vaches du point de vue des propriétaires de la ferme et insiste sur leur abattage malgré leur précédente vaccination et le fait qu'elles apparaissent en bonne santé. La femme de l'éleveur est filmée, mégaphone en main, en pleurs devant les manifestants. La situation est évidemment difficile à vivre mais, comme l'expliquent le mari de cette femme et son fils, « le protocole, c'est le protocole ». Cette femme, puéricultrice de métier (elle n'est pas éleveuse), est à l'origine de ce rassemblement né de ses vidéos sur les réseaux sociaux. Dans la foule, pointent des bonnets jaunes. La Coordination rurale n'est jamais mentionnée.

France 2 et M6 font un choix différent. La présentatrice, Léa Salamé, évoque dans le lancement du reportage « des affrontements particulièrement violents ». Les deux chaînes, à la différence de TF1, donnent la parole à la préfecture qui justifie cet abattage au nom du protocole sanitaire. France 2 va par ailleurs mentionner la présence de la Coordination rurale *via* un crédit d'images amateures diffusées à l'antenne.

La deuxième chaîne s'efforce d'appliquer les règles journalistiques : sourcer les images, appliquer le contradictoire. Ses journalistes ignorent pourtant les ramifications de cette mobilisation nourrie par un syndicat considéré comme proche de l'extrême droite. Les crédits des images amateures

renvoient vers des comptes X et TikTok. « Herve66pinson » retweete en masse des messages de Nicolas Dupont-Aignan, Florian Philippot, Philippe de Villiers ou Elon Musk. « Occitan 81 » affiche, lui, l'image d'un taureau bleu-blanc-rouge et relaie des messages de la Coordination rurale.

Cette journée du 2 décembre 2025, point de départ de l'épisode de colère agricole qui nous intéresse, va revenir dans le JT de TF1 précisément deux semaines après. Le 16 décembre, Gilles Bouleau introduit un reportage consacré aux menaces de mort reçues par les vétérinaires qui pratiquent l'abattage des bêtes malades. Le reportage mentionne une manifestation organisée dans le Doubs au cours de laquelle des vétérinaires ont été la cible de menaces et de jets de bouses de vache. Comme dans un film où la même scène est racontée par deux points de vue différents, on redécouvre le sujet de TF1 du 2 décembre. L'empathie a cette fois-ci disparu.

La balance entre empathie et condamnation s'est totalement rééquilibrée en une seule journée : le 12 décembre 2025.

Reprenons : le 2 décembre, nous sommes dans le Doubs. Puis les manifestants disparaissent jusqu'au 11 décembre. Nous les retrouvons en Ariège à brûler des ballots de paille et à « coucher » des arbres face aux gendarmes. Dès le lendemain, les JT changent de ton. La volte-face de TF1 est remarquable. La présentatrice Anne-Claire Coudray introduit le témoignage d'un éleveur savoyard qui a subi l'abattage de son troupeau. « Les mesures étaient peut-être dures, violentes, mais il faut toutes les prendre », confie celui-ci.

À partir de là, les JT vont alterner entre la compassion (naturelle quand on perd ses bêtes et son outil de travail) et la prise de distance avec les actions menées par la Coordination rurale. TF1 mentionne explicitement la proximité entre la CR et le Rassemblement national. Les éleveurs interrogés jusqu'ici anonymement se retrouvent qualifiés et localisés. Les vétérinaires s'invitent dans les reportages pour défendre le protocole sanitaire. Sur France 2, le même jour, on installe la confrontation entre la CR (extrême droite) et la Confédération paysanne (à gauche) d'un côté et la FNSEA (droite, majoritaire) et le gouvernement de l'autre. Les termes du débat sont maintenant posés. Personne n'avance plus le visage caché. De là, les menaces contre les vétérinaires seront largement documentées et les détails du plan de vaccination, exposés.

Ce mouvement social d'abord spontané et immédiatement radical n'a pas mis en difficulté que les journalistes. La ministre de l'Agriculture, Annie Genevard, a connu elle aussi un faux départ. Le 11 décembre 2025, France 2 indique que « le ministère de l'Agriculture a refusé de (nous) répondre » après la décision d'abattre le troupeau dans l'Ariège. C'est le préfet qui monte au front pour livrer un contre-discours aux manifestants. Le lendemain, Annie Genevard réaffirme la pertinence du

protocole sanitaire. C'est à cet instant que le vent change de sens dans les JT.

Conclusion

L'analyse de deux mois de JT au tamis des contestations des agriculteurs a mis en évidence la naissance d'une nouvelle figure de style. La « colère agricole » n'est pas « la grogne » de telle ou telle profession. Elle n'est pas plus l'appel à la grève lancé par les grandes centrales syndicales. La colère agricole est chargée de sentiments : douleur, stress, incompréhension, ras-le-bol. Elle attend notre compassion.

À ce versant psychologisant s'arrime une autre facette. L'iconographie des mouvements agricoles s'enrichit de barricades, de jets de projectiles, d'actions de type guérilla. Les campagnes et les banlieues se rapprochent dans une même esthétique de l'émeute.

Ce n'est pas le seul rapprochement. Hasard chromatique, le jaune des membres de la Coordination rurale a fait écho aux « gilets jaunes », dernier grand épisode de désordre dans le pays. À nouveau, on a vu des campements se monter aux entrées d'autoroute et des manifestants partager barbecues, apéros et même messe de Noël.

Au cours des mois de décembre 2025 et janvier 2026, s'est finalement exprimée plus qu'une colère agricole. Une compétition a opposé la FNSEA et la Coordination rurale. Les seconds ont été très présents jusqu'aux fêtes de fin d'année. Le premier a repris du terrain à l'occasion de la signature du Mercosur en janvier 2026.

Cette lutte n'est pas sans conséquence sur l'intensité des mouvements sociaux et sur leur place dans les JT. Les figures émergent désormais à vitesse grand V, comme lors du mouvement des « gilets jaunes ». À la tête des Ultras de l'A64, l'éleveur Jérôme Bayle en Haute-Garonne en est une illustration éclatante. Lui et ses troupes ont choisi comme couleur de bonnet le bleu. Cette guerre des couleurs est à l'origine de la « nouvelle colère agricole ».

1. Le *off* permet au présentateur du JT de livrer lui-même une information sur des images muettes qui défilent en illustration de sa voix. Le *off* est la séquence la plus courte du JT.
2. Le conducteur du journal est le document qui en détaille le déroulé.
3. Nous avons attribué 5 points pour un long format, 3 points pour un reportage, 1 point pour un *off*. Puis 5 points pour une ouverture, 3 points pour un sujet dans le top 3 du conducteur, 2 points dans le top 5 et 1 point au-delà.
4. « Fractures françaises » est une vaste étude menée par l'Ipsos pour *Le Monde*, la Fondation Jean-Jaurès, le Cevipof et l'institut Montaigne.